



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°38 – Du 24 au 30 novembre 2023

En bref

Afghanistan : L'Afghanistan souhaite accélérer l'ouverture du corridor de Wakhan afin d'accéder par voie terrestre directement à la Chine.

Bangladesh : Les recettes fiscales en deçà de la cible sur les quatre premiers mois. La dette externe privée continue de décroître et atteint 12 Mds USD. Septième hausse du taux directeur à 7,75%. Publication du recensement décennal 2022. La Banque mondiale et la Banque Asiatique de Développement (BAsD) ont signé des projets à hauteur de 1,1 Md USD et 1,0 Md USD respectivement.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Déficit de stockage alimentaire en Inde. Croissance du PIB en volume ressortant à 7,6 % au T2 2023/2024, au-delà du consensus. Prévisions OCDE revues en baisse à 6,1 % en 2024-25, reprise à 6,5 % en 2025-26. Malgré la diminution du chômage en zone urbaine chez les femmes, la qualité des emplois ne s'est pas améliorée. *Politique commerciale* : Les exportations de textiles en fibres synthétiques devraient augmenter de 75 % d'ici 2030.

Népal : La Banque asiatique de développement (BAsD) octroie un prêt concessionnel d'un montant de 100 M USD au gouvernement népalais pour l'amélioration de la connectivité en milieu rural.

Pakistan : Révision de la croissance 2022-23 et chiffres de la croissance du T1 2023-24. Mission technique du Fonds monétaire international sur la réforme de la fiscalité. Le Pakistan a officiellement soumis sa candidature pour rejoindre les BRICS. Tournée du Premier ministre dans les pays du CCEAG. Les rapatriements de bénéfices et dividendes d'IDE en forte progression en octobre. Importation de GNL.TCP lance un appel d'offres pour acheter 110 000 tonnes de blé. Prêt de 180 M USD de la BAsD pour des projets eau et déchets.

Sri Lanka : Baisse des taux directeurs de 100 points de base. Accord de principe entre le comité des créanciers et le Sri Lanka sur un traitement de la dette. Approbation en Conseil des ministres de l'accord de 4,5 Mds USD pour la construction par l'entreprise Sinopec d'une raffinerie de pétrole. Signature d'un accord relatif à un investissement de 110 M USD entre la société américaine RM Parks et le Board of Investment (BOI) de Sri Lanka.

Afghanistan

L'Afghanistan souhaite accélérer l'ouverture du corridor de Wakhan afin d'accéder par voie terrestre directement à la Chine

Lors d'une conférence de presse, la Chambre de commerce et d'investissement afghane a souligné la nécessité d'accélérer la coopération sino-afghane sur la question de l'ouverture du corridor de Wakhan. Situé à la frontière Nord-est de la province Badakhchan avec le Xinjiang, le corridor montagneux de Wakhan s'étend sur 350 km et représente la seule frontière terrestre avec la Chine, sur une longueur de 90 km.

Dans le sillage de la stratégie d'émancipation économique et d'expansion du commerce extérieur de l'administration talibane, l'ouverture de ce corridor servira de catalyseur des échanges commerciaux avec la Chine, deuxième partenaire commercial du pays, après le Pakistan, et premier fournisseur. Bien que les liaisons commerciales aériennes avec la Chine aient repris, la création de cette voie terrestre offrirait une alternative aux moyens de connectivité traditionnels, qui dépendent actuellement du port de Karachi au Pakistan, et dont les récentes perturbations entravent les exportations des commerçants afghans.

La Chine, en tant que premier investisseur en Afghanistan, particulièrement dans le secteur de l'extraction minière, affiche également un intérêt marqué pour l'ouverture de cette route commerciale. Cette dernière renforcerait les recettes issues des exportations avec l'Afghanistan, et faciliterait l'accès au pays pour les investissements chinois. Il convient de noter que l'ouverture de cette route pourrait également s'inscrire dans le cadre de la Nouvelle route de la soie (« Belt and Road Initiative »), bien que le gouvernement reste encore vague à ce sujet.

Bangladesh

Les recettes fiscales en deçà de la cible sur les quatre premiers mois

La collecte fiscale a atteint 1040 Mds Tk sur les quatre premiers mois, à 89% de la cible de 1163 Mds Tk envisagée dans le budget 2023-24. La collecte est particulièrement décevante sur les droits de douane, qui n'ont progressé que de 9% notamment à cause du contrôle des importations par la Banque Centrale même si cela est en partie compensé par la dépréciation du taka par rapport au dollar.

La collecte totale a augmenté de 14% par rapport à la même période de l'année dernière. Afin d'atteindre la cible, en ligne avec le programme du FMI, la collecte doit augmenter d'environ 30% en un an.

La dette externe privée continue de décroître et atteint 12 Mds USD

Après avoir crû très rapidement pendant le covid entre 2020 (9,1 Mds USD) et 2021 (15,5 Mds USD), la dette externe privée de court terme continue de refluer depuis la mi-2022 pour revenir en septembre 2023 à 12,4 Mds USD environ. Les remboursements sont nettement plus importants que les nouveaux emprunts, d'où un solde de -4,5 Mds USD sur les huit premiers mois de 2022.

Alors que le compte courant a atteint l'équilibre (900 M USD sur le T1 2023-24) grâce aux contrôles des importations qui permettent aux transferts des expatriés d'équilibrer le déficit commercial, le compte financier est nettement négatif à -3,9 Mds USD avec de nombreux acteurs économiques qui annulent ou diffèrent leurs décisions de s'endetter en devises étrangères.

Septième hausse du taux directeur à 7,75%

La Banque centrale a de nouveau relevé son taux directeur. Le taux de refinancement (*repo rate*), taux auquel les banques commerciales empruntent auprès de la Bangladesh Bank, a été accru de 7,25% à 7,75%. La dernière hausse

remontait à octobre 2023, lorsque la Bangladesh Bank avait augmenté ce taux de 50 points. Il s'agit de la septième révision de ce taux depuis mai 2022.

Tout comme en octobre, la Banque centrale a de nouveau élargi le corridor des taux d'intérêt des prêts des banques. Ce corridor, centré autour d'un taux de référence défini mensuellement par la Banque centrale (SMART, ou *six-month moving average rate of Treasury bill*), reposera sur une marge de 3,75% au lieu de 3,50% auparavant. Les taux d'emprunt pourront atteindre 11,18% ce mois-ci.

En renchérissant les prêts et en rémunérant davantage les dépôts, la Bangladesh Bank cherche à limiter l'inflation. En octobre, l'inflation est repartie à la hausse à près de 10%.

Publication du recensement décennal 2022

Le Bangladesh Bureau of Statistics a publié le rapport final du « Population and Housing Census 2022 ». D'après celui-ci, la population a atteint en 2022 170 millions d'habitants, contre 150 M en 2011 lors du précédent recensement décennal. 68% de la population habite dans les campagnes, et les citadins habitent pour la moitié d'entre eux à Dhaka où la densité atteint environ 34 000 habitants/km² (20000 pour Paris). 34% de la population de 10 ans et plus n'est ni en emploi ni en formation, avec une très forte variation entre hommes (13%) et femmes (53%). Le ratio de dépendance (part des enfants et personnes âgées rapportée à la population active 15-64 ans) a fortement chuté en dix ans passant de 73% à 52%, signalant un fort dividende démographique.

La Banque mondiale et la Banque Asiatique de Développement (BAsD) ont signé des projets à hauteur de 1,1 Md USD et 1,0 Md USD respectivement

A une semaine d'intervalle, les deux principaux bailleurs multilatéraux ont chacun signé cinq projets avec l'Economic Relations Division (ERD). La BAsD a signé : un prêt de 200 M USD pour l'installation de 650000 compteurs de gaz intelligents ; un prêt de 336 M USD pour le

renforcement des autorités de régulation pharmaceutique et l'établissement d'une unité de production de vaccins ; un prêt de 90 M USD pour développer les infrastructures d'eau et d'assainissement dans les Chittagong Hill Tracts ; un prêt de 100 M USD pour l'amélioration des programmes en science et informatique dans universités et un prêt de 300 M USD pour renforcer le corridor routier Dhaka – nord-ouest. La Banque Mondiale quant à elle a signé : un prêt de 210 M USD pour améliorer le développement des jeunes enfants en soutenant financièrement et socialement les mères ; un prêt de 300 M USD pour l'enseignement secondaire ; un prêt de 102 M USD pour une meilleure protection et navigabilité de la rivière Jamuna ; un prêt de 200 M USD ciblant spécifiquement l'offre de soins primaires dans les zones urbaines et 300 M USD pour la mise en place de compteurs de gaz à Dhaka et Sylhet.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Déficit de stockage alimentaire en Inde

L'Inde, troisième producteur mondial de céréales, fait face à un défi significatif en matière de stockage alimentaire. Bien que sa production alimentaire atteigne une quantité de 311 millions de tonnes, la capacité de stockage du pays ne représente que 47 % de cette production, soit seulement 145 millions de tonnes. Cette pénurie de 166 millions de tonnes est un obstacle à la croissance, dans un contexte où le pays a récemment été classé 111^{ème} sur l'Indice mondial de la faim.

Les problèmes d'infrastructures et la distribution inégale des entrepôts agricoles contribuent également aux pertes post-récolte, pouvant atteindre jusqu'à 30 %. La Banque mondiale estime le déficit d'infrastructures du pays à environ 1500 Mds USD, avec des routes en mauvais état et une alimentation électrique

instable qui compliquent le stockage et le traitement des récoltes pour les agriculteurs. Pour remédier à cette situation, des experts préconisent la création de marchés agricoles à moins de 5 km de chaque village. Cependant, malgré l'importance du secteur agricole, qui représente 18 % du PIB, les investissements publics effectués dans ce secteur sont en déclin, revenant de 3,78 % du budget en 2021-22 à 2,78 % cette année, alors que la croissance est tirée par un plan de relance dans les infrastructures publiques depuis plusieurs trimestres (cf. infra).

Croissance du PIB en volume ressortant à 7,6 % au T2 2023/2024, au-delà du consensus

La croissance du PIB en volume est ressortie à 7,6 % au T2 2023/2024 (juillet-septembre), après 7,8 % au T1, confirmant ainsi les propos tenus il y a deux semaines par le gouverneur de la RBI, qui avait souligné lors d'une conférence de presse que les évolutions conjoncturelles du deuxième trimestre surprendraient positivement. En pratique, le chiffre ressort à un niveau supérieur de plus de 1 point de PIB à la prévision de la RBI pour le T2 (6,5%) et à celles de la majorité des institutions financières, qui s'attendaient certes à une variation élevée du PIB, tout en la circonscrivant dans un intervalle compris entre 6,7 % et 7,2 %. Les conjoncturistes ont de fait sous-estimé le fort rebond de l'investissement en infrastructure, notamment dans les Etats fédérés, qui s'explique par le cycle électoral et un programme d'investissement en avance de phase (frontloading), précédant un ralentissement à prévoir au second semestre. Dans ce contexte, les activités industrielles et de construction ont augmenté fortement, de 14 % et 13% en glissement annuel respectivement. En revanche, les activités de services ont crû à un rythme nettement moins élevé qu'au premier trimestre (5,8 % contre 10,2 %). Cette évolution doit être rapprochée de la relative faiblesse de la consommation des ménages, qui ne progresse que de 3,1% au cours du trimestre, contre 6% au trimestre précédent, alors qu'elle contribue de manière structurelle pour 60 % du PIB. La FBCF enregistre une forte croissance de 11%, après 8% le trimestre précédent, portant ainsi le taux d'investissement à 35,2% du PIB, niveau inégalé

depuis 12 ans. Enfin, la contribution des exportations nettes demeure négative, à hauteur de 3 points de PIB.

Prévisions OCDE revues en baisse à 6,1 % en 2024-25, reprise à 6,5 % en 2025-26

Selon les prévisions de l'OCDE, l'économie indienne devrait croître de 6,1 % au cours de l'exercice 2024-25, une estimation revue à la baisse par rapport à la précédente qui s'établissait à 6,3 %. Cette révision à la baisse est attribuée à des événements météorologiques défavorables et à la faible dynamique de l'économie mondiale. Cependant, l'OCDE prévoit une hausse de la croissance à 6,5 % au cours de l'exercice 2025-26. Ce chiffre s'expliquerait par la fin du phénomène météorologique El Niño, des gains de productivité découlant des réformes récentes et de l'amélioration de la conjoncture mondiale. Cependant, l'OCDE est plus pessimiste en ce qui concerne l'inflation, projetant un taux de 5,3 % pour l'exercice 2024-25.

L'OCDE met en évidence des risques potentiels qui pourraient entraîner une baisse de la croissance et une augmentation de l'inflation, notamment une mousson inférieure à la normale et des sorties d'investissements de portefeuille. Alors que les indicateurs actuels suggèrent que la croissance est stable, l'OCDE met en garde contre des vents contraires liés à l'incertitude mondiale. Sur le plan budgétaire, bien que l'OCDE soit confiante quant à la capacité du gouvernement central d'atteindre ses objectifs, elle estime que les États doivent contrôler leurs dépenses. Le ministre des Finances vise un déficit budgétaire de l'Etat fédéral ramené à 4,5% pour l'exercice 2025-26.

Malgré la diminution du chômage en zone urbaine chez les femmes, la qualité des emplois ne s'est pas améliorée

D'après les dernières données d'enquête PLFS publiées par le ministère des statistiques, la situation de l'emploi des femmes en zone urbaine se serait légèrement améliorée au deuxième trimestre de l'exercice 2023/2024, au

vu de la progression de leur taux d'activité qui atteint 24 %, contre 23,2 % au trimestre précédent et 21,7 % au deuxième trimestre de l'exercice 2022/2023. Le taux de chômage des femmes en zone urbaine, quoique toujours supérieur à celui des hommes, est revenu en dessous de 9 % au deuxième trimestre de l'exercice 2023/2024, pour la première fois en trois ans, pour s'établir à 8,6 %.

Le taux de chômage global en zone urbaine est quant à lui resté inchangé par rapport au trimestre précédent, à 6,6 %, tandis que le taux de chômage des hommes a légèrement augmenté, de 5,9 % à 6 %.

Malgré la diminution du chômage des femmes, la qualité des emplois dans les villes ne s'est pas améliorée. Elle s'est même dégradée puisque la part des femmes dans les emplois rémunérés réguliers a baissé, passant de 54 % au trimestre précédent à 52,8 % au deuxième trimestre de l'exercice 2023/2024. La part des hommes dans la catégorie des travailleurs indépendants a également augmenté dans les zones urbaines au détriment des travailleurs rémunérés réguliers et salariés.

L'Assam affiche le taux de chômage féminin le plus élevé, à 17,9 %, suivi du Kerala à 14,8 % et du Rajasthan à 14,5 %.

Politique commerciale

Les exportations de textiles en fibres synthétiques devraient augmenter de 75 % d'ici 2030

Soutenue par le programme d'incitation à la production (PLI) et les accords de libre-échange avec les Émirats arabes unis et l'Australie, l'industrie textile indienne prévoit une augmentation de ses exportations de textiles en fibres synthétiques (MMF), passant de près de 6,5 Mds USD en 2021-22 à 11,4 Mds USD d'ici 2030. L'Inde est aujourd'hui le deuxième producteur de MMF après la Chine, suivie par la Turquie, les États-Unis et le Vietnam.

Considéré comme un secteur d'avenir, le domaine des textiles synthétiques est au cœur des ambitions gouvernementales. Actuellement, les MMF dominent la consommation mondiale de

fibres textiles avec une part de marché de 72%, tandis que les fibres naturelles représentent 28%, selon la Confédération de l'Industrie Textile Indienne (CITI). Les textiles en fibres synthétiques sont non seulement écologiques et durables, nécessitant moins d'eau que les textiles en coton, mais également plus rentables dans la mesure où ils intègrent davantage de valeur ajoutée.

L'Inde a maintenu sa part de marché à 3,4 % des échanges mondiaux de textiles synthétiques entre 2016 et 2021, mais la concurrence s'intensifie, émanant du Bangladesh, de la Turquie, du Cambodge, du Vietnam, du Pakistan et des pays africains - qui bénéficient d'un accès en franchise de droits à tous les grands marchés tels que l'UE et les États-Unis - alors que les produits indiens sont soumis à des droits de douane de 10 à 34 %.

Népal

La BASD octroie un prêt concessionnel d'un montant de 100 M USD au gouvernement népalais pour l'amélioration de la connectivité en milieu rural

En cette période de clôture de l'exercice annuel, la BASD a octroyé un prêt souverain concessionnel d'un montant de 100 M USD au Népal. Le projet vise à renforcer la connectivité des routes en zone rurale, couvrant cinq des sept provinces népalaises, et englobant un total de 324 km d'infrastructures routières.

Lors de la signature du prêt, le ministère des Finances a souligné la vulnérabilité des communautés rurales, représentant près de 80% de la population totale du Népal selon l'IFAD (International Fund for Agricultural Development), aux conséquences du changement climatique, notamment l'augmentation des inondations et des glissements de terrain, qui endommagent sévèrement les routes et contribuent à l'isolement économique et social de ces populations.

Dans ce cadre, les fonds alloués par la BAsD contribueront à l'amélioration de la connectivité des provinces spécifiquement visées. Les objectifs escomptés du projet englobent une augmentation de l'inclusion pour les populations ainsi qu'une amélioration des taux de croissance des provinces.

Pakistan

Révision de la croissance 2022-23 et chiffres de la croissance du T1 2023-24

Le comité en charge des comptes publics a annoncé la révision des chiffres de la croissance pour l'exercice budgétaire 2022-23 qui montrent une contraction de 0,17% du PIB, contre une croissance initialement annoncée de 0,29% du PIB. Ce chiffre reste toutefois supérieur à l'estimation du FMI d'une contraction de l'économie pakistanaise de 0,5% du PIB. Cette révision s'explique par la prise en compte du T4 2022-23 et notamment les mauvais résultats des secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction, tandis que l'agriculture progressait de 1,6% à 2,3%.

Le NAC a par ailleurs publié pour la première fois les comptes nationaux sur une base trimestrielle, conformément aux exigences de l'accord de confirmation avec le FMI : au T1 2023-24, la croissance enregistre une reprise en s'élevant à 2,13%, contre 0,96% au T1 2022-23, tirée par le secteur agricole (5,06%). Pour rappel, les prévisions de croissance du gouvernement pakistanais pour 2024 sont de 3,5%.

Mission technique du Fonds monétaire international sur la réforme de la fiscalité

Une mission d'experts techniques du Fonds est actuellement en visite à Islamabad pour rencontrer la Task force pakistanaise sur la fiscalité et la réforme du Federal Board of Revenue (FBR). Les discussions portent sur les réformes de la politique fiscale et les plans visant à restructurer l'administration fiscale, notamment (i) la séparation au sein du FBR des activités liées à l'élaboration de la politique

fiscale des activités opérationnelles liées au recouvrement des impôts, (ii) la création d'une entité autonome en charge des douanes (Federal Board of Customs), les douanes étant aujourd'hui une direction du ministère des Finances, (iii) la création d'une agence de supervision et de coordination des instances de lutte contre la contrebande, (iv) la lutte contre la sous-évaluation des déclarations en douane, (v) la numérisation de l'économie et l'élargissement des assiettes fiscales. Le FBR a proposé des réformes de la politique fiscale visant à enregistrer un million de personnes ne déclarant pas leurs revenus (*non filers*) en utilisant des données tierces et la base de données centrale du FBR.

Le Pakistan a officiellement soumis sa candidature pour rejoindre les BRICS

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a annoncé que le Pakistan avait soumis sa candidature pour rejoindre le groupe des BRICS, à la suite du récent élargissement annoncé lors du 15^{ème} Sommet des BRICS qui s'est tenu à Johannesburg. « Le Pakistan est un ardent défenseur du multilatéralisme et est membre de plusieurs organisations multilatérales. Le pays a joué un rôle important dans la paix et le développement mondiaux » a déclaré le porte-parole du MOFA pakistanais.

Tournée du Premier ministre dans les pays du CCEAG

Le Premier ministre du gouvernement de transition, M. Anwar ul Haq Kakar, a effectué une visite de plusieurs jours dans es pays du CCEAG (Emirats arabes unis et Koweït), qui se clôture par une participation à la COP 28 à Dubaï. On notera à ses côtés la présence du chef de l'armée pakistanaise, le général Asim Munir, qui faisait partie de la délégation pakistanaise. Le volet bilatéral de ce déplacement se conclut par la signature de Memoranda of Understanding (MoU) pour des investissements d'un montant de plusieurs milliards USD, notamment dans le secteur minier (accord entre Kohinoor Spinning Mills Limited et Nation Trust Holding).

Ce déplacement dans les pays du CCEAG est concomitant de l'annonce par le Saudi Fund for Development (SFD) de l'extension d'un an du dépôt de 3 Mds USD à la Banque centrale qui arrivait à échéance le 5 décembre 2023 (pour mémoire, au 17 novembre, les réserves de la Banque centrale s'élevaient à 7,2 Mds USD) et de la visite en Arabie saoudite du Conseiller du Premier ministre pour les Pakistanais de l'étranger et le développement des ressources humaines, Jawad Sohrab Malik, afin d'augmenter le flux de travailleurs pakistanais vers l'Arabie saoudite de 500 000 à 1 million par an.

Les rapatriements de bénéfices et dividendes d'IDE en forte progression en octobre

Les rapatriements de bénéfices et dividendes des investissements directs étrangers ont enregistré une forte hausse en octobre pour s'élever à 272,5 M USD, une hausse de 1964% en g.a, qui vient s'expliquer par l'allègement des restrictions imposées précédemment par la Banque centrale en raison de la crise de la balance des paiements. Entre juillet et octobre, les entreprises étrangères opérant au Pakistan ont ainsi pu rapatrier 485,4M USD de bénéfices et dividendes.

Importation de GNL

L'entreprise publique Pakistan LNG Ltd (PLL) a attribué lundi un contrat à OQ Trading pour livrer une cargaison de GNL au cours de la deuxième semaine de janvier au terme d'un appel d'offres avec un prix négocié de 17,95 \$ par million d'unités thermiques britanniques (mmBtu).

TCP lance un appel d'offres pour acheter 110 000 tonnes de blé

L'agence gouvernementale en charge de l'importation pour le compte de l'Etat de matières premières, Trading Corporation of Pakistan (TCP), a lancé un appel d'offres international pour acheter et importer 110 000 tonnes de blé. La date limite de soumission des offres est fixée au 27 décembre.

Prêt de 180 M USD de la BAsD pour des projets eau et déchets

La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé un prêt de 180 M USD pour améliorer l'approvisionnement en eau et la gestion déchets solides à Rawalpindi et Bahawalpur dans la province du Pendjab.

Visite d'une délégation irlandaise dans le secteur laitier

Une délégation d'entreprises irlandaises a effectué une mission exploratoire au Pakistan dans le secteur laitier, elle a notamment rencontré le Bureau of Investments (BoI) et la Chambre de commerce d'Islamabad, les échanges ont porté sur le potentiel du marché pakistanais (5^{ème} producteur mondial de lait, mais où 95% du lait n'est pas transformé) et sur les opportunités d'investissement et de coopération dans la gestion des troupeaux, la production de lait de qualité et la valeur ajoutée des produits laitiers.

Sri Lanka

Baisse des taux directeurs de 100 points de base

Le Conseil de la politique monétaire de la Banque centrale (CBSL) a décidé de réduire le taux de la facilité permanente de dépôt (SDFR) et le taux de la facilité permanente de prêt (SLFR) de 100 points de base, à 9% et 10% respectivement. L'objectif de cette baisse est d'atteindre et maintenir l'inflation à 5%, à moyen terme. C'est la 4^{ème} baisse des taux directeurs depuis le début de l'année (la première étant intervenue en juin dernier). Cette décision s'explique par le fait que l'inflation effective reste faible. Elle s'est élevée à 1,5 % (en g.a) en octobre 2023, et 1,3 % (en g.a) en septembre 2023 (*Colombo Consumer Price Index*). Elle pourrait toutefois augmenter légèrement dans les prochains mois du fait de la hausse des tarifs de l'électricité et de la TVA. Le Conseil de politique monétaire souligne la nécessité pour les institutions financières et les banques de prendre les mesures nécessaires pour que les effets de ces assouplissements

monétaires successifs se répercutent sur les conditions de financement des entreprises et des ménages. Le gouverneur de la Banque centrale, le Dr Nandalal Weerasinghe, a annoncé que des mesures seraient prises à l'encontre des banques qui ne traduiraient pas dans leurs offres de financement cette évolution de la politique monétaire avant le 31 décembre 2023. Actuellement, 14 des 24 banques agréées se sont conformées à la directive et ont réduit les taux d'intérêt de leurs prêts. Avec cette baisse des taux directeurs, une augmentation des crédits au secteur privé est attendue afin de relancer la croissance après deux trimestres de récession (-11,5% au T1 et 3,1% au T2).

Accord de principe entre le comité des créanciers et le Sri Lanka sur un traitement de la dette

Le 29 novembre, le comité des créanciers publics coprésidé par l'Inde, le Japon et la France (représentant le Club de Paris) et le gouvernement sri lankais sont parvenus à un accord sur les principaux paramètres d'un traitement de dette cohérents avec ceux de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit entre le Sri Lanka et le FMI. Pour mémoire, ce comité a été créé le 9 mai 2023 par 17 pays pour répondre à la demande de traitement de dette des autorités sri lankaises. Ce comité inclut l'Inde et la Hongrie en plus des créanciers du Club de Paris. La Chine y siège en tant qu'observateur. Après l'annonce, le 12 octobre, de l'accord avec la China Exim Bank, celui entre le comité des créanciers publics et le Sri Lanka permettra aux services du FMI de présenter au Conseil d'administration la première revue du programme FMI et ouvrira la voie à l'approbation du deuxième décaissement. Cet accord de principe devra être formalisé dans les prochaines semaines par un protocole d'accord avec les autorités sri lankaises. Pour ce faire, le comité des créanciers s'attend à ce que les autres créanciers bilatéraux consentent à partager, de manière transparente, les informations nécessaires pour évaluer la comparabilité du traitement concernant leur propre accord bilatéral. Le comité s'attend également à ce que les autorités

sri lankaises continuent de dialoguer avec leurs créanciers privés pour parvenir dès que possible à un accord sur des termes au moins aussi favorables que ceux offerts par le comité.

Approbation en Conseil des ministres de l'accord de 4,5 Mds USD pour la construction par l'entreprise Sinopec d'une raffinerie de pétrole

Le Conseil des ministres a approuvé le lundi 27 novembre la construction par l'entreprise chinoise, Sinopec, d'une raffinerie de 4,5 Mds USD. Le projet de raffinerie se situe dans la zone industrielle du port d'Hambantota qui est géré par l'entreprise China Merchant Port dans le cadre d'une concession de 99 ans. Par ailleurs, Sinopec, ainsi que l'entreprise australienne United Petroleum et l'entreprise américaine RM Parks en collaboration avec Shell, font partie des trois entreprises sélectionnées en mars 2023 à l'issue d'une consultation internationale pour entrer sur le marché de la distribution de carburants à Sri Lanka. Sinopec a ainsi signé le 22 mai avec le Secrétaire du Ministère de l'énergie un contrat lui permettant d'importer, stocker et distribuer des carburants sur le marché sri lankais. Dans le cadre de ce contrat, Sinopec s'est vu confier l'exploitation de 150 stations-services précédemment sous l'enseigne de la société publique Ceylon Petroleum Corporation et la possibilité d'ouvrir cinquante stations supplémentaires. Sinopec a déjà ouvert trois stations-services.

Signature d'un accord relatif à un investissement de 110 M USD entre la société américaine RM Parks et le Board of Investment (BOI) de Sri Lanka

La société américaine RM Parks Inc, en partenariat avec Shell, a signé un accord avec le BOI qui fixe les modalités de l'investissement de ces deux sociétés qui se sont vu confier par le Ministère de l'énergie (cf. supra) un contrat pour l'importation et la distribution de produits pétroliers via l'ouverture de stations-services. Celui-ci prévoit la gestion et l'exploitation de 150 stations-services appartenant à l'entreprise publique Ceylon Petroleum Corporation. En outre, l'exploitation de cinquante nouvelles stations-services est également

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international